

Arrondissement de Grasse


**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

| Effectif légal | Présents ou Représentés | Procurations + Absents |
|-------------------|-------------------------------|---------------------------|
| 80 | 64 | 16 |

N° de la séance : 17

Objet de la délibération : DGA / VSC - Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) de la CASA - Convention de Partenariat local et Convention locale relative à l'échange de données à caractère personnel avec Pôle Emploi Antibes Sophia

 Original
▪ Expédition certifiée conforme à l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2021.088

Date de la convocation :
Le 29/06/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **09 JUL. 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **09 JUL. 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 05 juillet 2021

L'an deux mil vingt et un et le 05 juillet à 14h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, aux espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Geneviève PIERRAT, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Marika ROMAN, Tanguy CORNEC, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Hassan EL JAZOULI, Isabelle GARCIA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOUI HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Georges VAZIA à Eric CHALVIN, François ZEMA à Aline ABRAVANEL, Marie ANASSE à Christophe FONCK, Simone TORRES-FORET DODELIN à Alexia MISSANA, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Catherine LANZA à Eric CHALVIN, Marc BORIOSI à Jean LEONETTI, Marion MUSSO à Christophe FONCK, Alain BERNARD à Marika ROMAN

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Jean-Pierre MASCARELLI, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Christophe ETORE, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Depuis la mise en œuvre du PLIE de la CASA en 2015, Pôle Emploi prescrit en moyenne 20% des situations suivies par les services de la CASA.

Outre l'orientation des publics, un réel travail de partenariat a été mis en place entre le Service PLIE de la CASA et ceux de Pôle Emploi afin de favoriser le retour à l'emploi stable et durable des demandeurs d'emploi du territoire.

Ainsi, par délibération n°CC.2017.160 en date du 18 décembre 2017, le Conseil Communautaire avait validé le principe d'une convention de partenariat locale fixant les critères d'éligibilité des publics, l'organisation du suivi, les procédures de mobilisation des actions spécifiques mises en œuvre par Pôle Emploi, ainsi que les modalités de partage des informations entre professionnels.

Cette convention est arrivée à expiration. Aussi, au regard des relations mises en place entre Pôle Emploi et le PLIE de la CASA, ces deux institutions souhaitent poursuivre et formaliser leurs relations par la signature de deux conventions :

- la Convention de Partenariat Local PLIE CASA relative à l'accompagnement des demandeurs d'emploi orientés par Pôle Emploi au sein du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi, fixant les objectifs, les obligations générales ainsi que les modalités de suivi de l'action, complétée par
- la Convention Locale relative à l'échange de données à caractère personnel qui consolide le travail de suivi et de pilotage des orientations des demandeurs d'emploi de Pôle Emploi vers le PLIE en sécurisant l'échange et le transfert des données à caractère personnel. Cette convention fixe les objectifs poursuivis par l'échange des données, les modalités d'échanges de ces données, ainsi que les engagements spécifiques des deux parties.

Ces deux conventions sont fixées pour une durée allant jusqu'au 31 décembre 2022.

Vu l'avis favorable de la Commission Habitat – Cohésion Sociale du 3 juin 2021 ;

Vu l'intérêt que représente ce partenariat pour le PLIE de la C.A.S.A. ;

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les termes de la Convention de Partenariat Local PLIE CASA, dont le projet est joint en annexe ;
- d'approuver les termes de la Convention Locale relative à l'échange de données à caractère personnel, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville à signer lesdites conventions, et tout document relatif à la bonne exécution de cette délibération.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les termes de la Convention de Partenariat Local PLIE CASA, dont le projet est joint en annexe ;
- d'approuver les termes de la Convention Locale relative à l'échange de données à caractère personnel, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville à signer lesdites conventions, et tout document relatif à la bonne exécution de cette délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 05 juillet 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

Convention de
Partenariat
Local
PLIE
CASA

POLE EMPLOI ANTIBES SOPHIA
ET
LE PLIE CA SOPHIA-ANTIPOLIS

2021/2022



Les signataires

Entre

Le PLIE

Représenté, pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, par le Vice-Président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville, Monsieur Kevin LUCIANO

dont le siège est : Cours Massena – 06 600 ANTIBES

Ci-après désignés « **le PLIE** »,

Et

Pôle emploi Antibes Sophia, institution publique de l'article L5312-1 du Code du travail, représenté par sa Directrice, Madame Arlette VILLANI, situé 1547 chemin des Combes, 06 600 ANTIBES

Ci-après désigné « **Pôle emploi** »,

Ci-après dénommés ensemble « les parties ».

Préambule

- ✓ Vu le code du travail, notamment ses articles L 5311-1 et suivants ; L5312-1 et suivants ainsi que R 5212-1 et suivant ; R.5213-1 à R.5213-8,
- ✓ Vu la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions et notamment l'article 16,
- ✓ Vu la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale,
- ✓ Vu la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion,
- ✓ Vu la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale,
- ✓ Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,
- ✓ Vu la loi nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) du 7 août 2015, confiant de nouvelles compétences aux régions.
- ✓ Vu la loi du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi,
- ✓ Vu les délibérations du conseil d'administration de Pôle emploi du 19 décembre 2008 relatif à la création de Pôle emploi,
- ✓ Vu la convention tripartite Etat-Pôle emploi-UNEDIC 2019-2022 relative à la coordination des actions du service public de l'emploi, adoptée au conseil d'administration de Pôle emploi le 8 octobre 2019,
- ✓ Vu la réglementation européenne et les règles de gestion régissant la gestion de crédits européens pour la programmation des Fonds Structurels 2014-2020 et 2021-2027;
- ✓ Vu l'accord-cadre du 5 août 2014 signé entre l'Etat et l'Assemblée des Départements de France (ADF), portant sur la mise en œuvre des interventions du FSE pour la période 2014-2020 et sur les modalités de répartition et de gestion du FSE entre les DIRECCTE et les organismes intermédiaire (PLIE et Conseils Généraux). Cet accord prévoit que les subventions globales couvrent une période de 3 à 5 ans.
- ✓ Vu le Programme Opérationnel National du Fonds Social Européen pour l'Emploi et l'Inclusion en Métropole 2015-2020 adopté par la Commission européenne le 10 octobre 2014 ;

- ✓ Vu le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- ✓ Vu la circulaire DGEFP 99/40 du 21 décembre 1999 relative au développement des PLIE et son additif numéro 1 en date d'avril 2004 ;
- ✓ Vu l'instruction DGEFP 2009-22 du 8 juin 2009 relative aux modalités de financement de l'activité des Plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) conventionnés en tant qu'organismes intermédiaires, dans l'attente d'un éventuel texte nouveau pour la période 2014-2020 ;
- ✓ Vu l'instruction DGEFP 2009-34 du 27 juillet 2009 relative au contrôle de service fait des opérations mises en œuvre par voie de marché public et cofinancées par le Fonds social européen, dans l'attente d'un éventuel texte nouveau pour la période 2014-2020 ;
- ✓ Vu l'accord-cadre national Pôle emploi / Alliance Villes Emploi 2010-2013 signé le 11 février 2010 ;
- ✓ Vu la convention de Partenariat Régional PACA entre Pôle emploi PACA et l'Union Régionale des PLIE PACA signée le 23 juin 2020
- ✓ Vu le Protocole d'accord pluriannuel du PLIE CA Sophia-Antipolis (2015 – 2017)

Il est convenu ce qui suit :

L'accord-cadre national portant sur le partenariat entre Pôle emploi et l'Alliance Villes Emploi, signé le 11 février 2010, est arrivé à échéance. Il est en cours de renégociation. Le nouvel accord-cadre précisera les principes et les objectifs partagés d'un partenariat renforcé entre Pôle emploi et les PLIE (Plans Locaux pluriannuels pour l'Insertion et l'Emploi).

Le partenariat ainsi établi reposera sur la complémentarité des compétences, pour favoriser l'accès à l'emploi des personnes en difficulté et pour garantir la mise en synergie des interventions de chacun des acteurs dans le cadre de la territorialisation des politiques de l'emploi.

Le PLIE CASA et Pôle emploi ANTIBES SOPHIA ont souhaité renforcer le partenariat engagé au titre de la concrétisation du protocole d'accord pluriannuel et formaliser ce partenariat local à travers l'établissement d'une convention en déclinaison de la convention de partenariat régional PACA entre Pôle emploi PACA et l'Union Régionale des PLIE PACA signée le 23 juin 2020.

Ce protocole prévoit un objectif d'accompagnements individualisés dans la mise en œuvre d'un parcours d'insertion centré sur l'accès et le maintien à l'emploi ou l'accès à la qualification. Il détermine également des objectifs d'accès et maintien pour minimum 6 mois à l'emploi (sortie positive emploi) ou obtention d'un titre professionnel ou d'un diplôme inscrit au Registre National des Certifications Professionnelles (sortie positive formation).

ARTICLE 1

Objet de la convention

La présente convention vise à renforcer le partenariat entre Pôle emploi sur le territoire CASA et le PLIE CASA. Elle précise les modalités concrètes de mise en œuvre de ce partenariat.

Les partenaires conviennent dans le cadre de cette convention de :

- Partager leurs diagnostics locaux,
- Rechercher une convergence de leurs objectifs et de leurs stratégies respectives pour ce qui concerne l'accès à l'emploi des publics cibles du PLIE. Dans cette perspective, Pôle emploi et le PLIE se concerteront régulièrement sur leurs plans d'action dans le cadre des instances techniques et de pilotage du PLIE,
- Contribuer à la réalisation des objectifs et à la mise en œuvre des stratégies de leur partenaire, ceci dans la mesure de leurs moyens et dans la limite de leurs champs d'intervention respectifs - le PLIE CASA n'intervenant qu'au bénéfice des publics les moins autonomes.
- Echanger des informations sur leur offre de services respective

Cet accord cadre local porte notamment sur les éléments suivants à partir des modalités générales décrites dans l'accord-cadre régional :

- Les publics éligibles,
- L'organisation du suivi,
- Les procédures de mobilisation des mesures, formations, aides et prestations de Pôle emploi,
- Le partage des informations sur les parcours,
- L'accès aux offres d'emploi dont l'offre d'insertion par l'activité économique,
- Les actions conjointes en direction des publics et des employeurs, notamment dans le cadre des clauses d'insertion des marchés publics.

ARTICLE 2

Les partenaires

2.1 POLE EMPLOI ANTIBES SOPHIA

La mission de Pôle emploi s'exerce dans le cadre de la loi du 13 février 2008 et de la convention tripartite 2019-2022 signée le 8 octobre 2019 entre l'Etat, l'Unedic et Pôle emploi.

Dans le cadre de sa mission de service public, Pôle emploi s'engage à accueillir et accompagner les demandeurs d'emploi dans leur recherche d'emploi et à répondre aux besoins de recrutement des entreprises. Pour réussir sa mission, Pôle emploi doit :

- Prospecter le marché du travail, développer une expertise sur l'évolution des emplois et des qualifications, procéder à la collecte des offres d'emploi, aider et conseiller les entreprises dans leur recrutement, assurer la mise en relation entre les offres et les demandes d'emploi, et participer activement à la lutte contre les discriminations à l'embauche et pour l'égalité professionnelle ;
- Accueillir, informer, orienter et accompagner les personnes, qu'elles disposent ou non d'un emploi, à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel, faciliter leur mobilité géographique et professionnelle et participer aux parcours d'insertion sociale et professionnelle,
- Procéder aux inscriptions sur la liste des demandeurs d'emploi, tenir celle-ci à jour, assurer le contrôle de la recherche d'emploi,
- Indemniser pour le compte de l'organisme gestionnaire du régime d'assurance chômage et pour le compte de l'État,
- Recueillir, traiter, diffuser et mettre à disposition les données relatives au marché du travail et à l'indemnisation des demandeurs d'emploi.

Mettre en œuvre toutes les autres actions confiées par l'État, les collectivités territoriales et l'Unedic en relation avec sa mission.

En quelques chiffres, **Pôle emploi sur la CASA, c'est :**

- Pôle emploi d'Antibes Sophia, 84 collaborateurs, (Agence référente sur le territoire CASA), dont la Directrice est Mme Arlette VILLANI
- Pôle emploi de Cagnes sur Mer, 84 avenue de Grasse, Cagnes sur Mer, dont la Directrice est Mme Frédérique HERAIL
- Pôle emploi de Grasse, 123 chemin de Saint Marc, dont la Directrice est Mme Agnès SIMOND.

2.2 LE PLIE ...

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté. Il mobilise, pour la réalisation d'objectifs quantitatifs et qualitatifs clairement identifiés, l'ensemble des acteurs intervenant, avec l'Etat et le Service Public de l'Emploi, en matière d'insertion socioprofessionnelle, d'emploi et de développement économique et local : collectivités locales, entreprises et organismes socioprofessionnels, missions locales, structures d'insertion par l'activité économique, associations.

Ses missions :

- Accompagnement à l'emploi : proposer aux publics concernés un accompagnement à l'emploi individualisé et dynamique dont l'objectif est l'accès et la stabilisation à l'emploi ou l'accès à la qualification ;
- Médiation à l'emploi : renforcer et diversifier toutes formes de coopération avec les organisations professionnelles et les entreprises susceptibles de contribuer au retour à l'emploi durable des participants du PLIE ;
- Ingénierie de projet : promouvoir et favoriser l'émergence de toute initiative (actions de formation, d'insertion...) permettant la préparation des publics ciblés en amont de l'accès à l'emploi. ;
- Animation du dispositif : assurer l'animation des différentes instances de décisions et l'animation du partenariat opérationnel territorial, ainsi que le suivi de l'activité et de l'impact des actions mises en œuvre.

Dans la concrétisation de ces différentes missions, le PLIE veille en permanence à la prise en compte des principes horizontaux des politiques européennes et nationales notamment en termes d'égalité entre les femmes et les hommes, d'égalité des chances et de non-discrimination.

Le PLIE CASA s'adresse à une multiplicité de publics et d'acteurs tels que :

- Les demandeurs d'emploi ;
- Les employeurs / chefs d'entreprises ;
- Les acteurs de l'orientation, de l'insertion, de la formation, de l'emploi, de la création d'activité et du développement économique ;
- Les institutionnels ;
- Les élus.

ARTICLE 3

Participation du PLIE à la mise en œuvre du PPAE

Le PLIE participera à la mise en œuvre du PPAE en accompagnant les publics inscrits au Pôle emploi, orientés vers le PLIE. Il s'agit des demandeurs d'emploi pour lesquels l'accès ou le retour à l'emploi va de pair avec la résolution de difficultés d'accès à l'emploi et/ou de certains freins sociaux ou professionnels, qui nécessitent un accompagnement adapté.

Dans ce cadre, cette convention garantit :

- un référent unique de parcours pour le demandeur d'emploi selon les modalités de chaque PLIE,
- un accompagnement vers et dans l'emploi s'appuyant sur le savoir-faire du PLIE.

3-1. DEFINITION DES PUBLICS SUIVIS

Le public ciblé par le PLIE CASA est défini dans le protocole d'accord pluriannuel élaboré par les collectivités territoriales signataires et l'Etat. Les termes du protocole sont repris dans chaque convention de coopération locale.

Au regard du diagnostic socio-économique, une attention particulière pourra être portée localement sur le repérage et la prescription par Pôle emploi de certaines catégories de public visées dans le protocole d'accord. D'une manière générale, les personnes orientées vers les PLIE sont celles qui cumulent les difficultés d'insertion socioprofessionnelles et pour qui un accompagnement renforcé doit être mis en œuvre parce que les seules mesures de droit commun ne suffisent pas à permettre l'accès à l'emploi. Ces personnes doivent être en capacité de s'inscrire dans un parcours d'insertion professionnelle et ne peuvent présenter des difficultés de retour à l'emploi qui ne pourraient être levées par l'accompagnement mis en place dans le cadre d'un PLIE.

De plus les conventions de coopérations locales préciseront les publics éligibles au PLIE sur le plan administratif mais pour lesquels le PLIE ne pourra pas mobiliser son offre d'accompagnement. Il pourra s'agir par exemple de publics :

- ne maîtrisant pas le français à l'oral (expression et compréhension) ;
- en situation d'addiction ou de fragilité mentale ;
- Percevant l'AAH ;
- Les créateurs d'entreprise immatriculés ;
- cumulant des freins sociaux nécessitant une intervention spécifique d'un travailleur social en amont du parcours PLIE ;
- Travaillant déjà quelques heures ;
- non volontaires pour engager des démarches actives d'insertion et de retour à l'emploi ; Dans ce cas, le PLIE CASA devra le signaler au correspondant Pôle emploi via le tableau de correspondance.

Pôle emploi est le premier prescripteur de la plupart des PLIE. Il convient de conforter cette situation en définissant des objectifs quantitatifs annuels (le cas échéant par commune ou sous-territoire d'intervention). Sur le plan quantitatif, une attention sera portée à la gestion des flux pour tenir compte de l'état de la file active du PLIE (en fonction des territoires ou de typologies de publics ciblés spécifiquement).

Les objectifs poursuivis territorialement seront arrêtés sur la base des indicateurs suivants :

- Nombre total de personnes orientées par Pôle emploi (le cas échéant par agence, territoire...) ;
- Nombre de personnes orientées et présentes physiquement au premier contact physique (information collective ou entretien individuel) et ratio personnes présentes / personnes prescrites ;
- Nombre de personnes entrées en phase de diagnostic (ou pré-entrée) et
 - Ratio personnes en phase de diagnostic / personnes prescrites ;
- Nombre de personnes intégrées au dispositif (ou entrées en parcours actif) :
 - Ratio personnes intégrées / personnes entrées en phase de diagnostic
 - Ratio personnes intégrées/ personnes orientées par Pôle emploi de demandeurs d'emploi et reçues par le PLIE
- Nombre de personnes sorties (totales et positives avec motif)

L'objectif est de permettre l'accompagnement de 250 participants par an tous partenaires confondus (Pôle emploi, Département...).

3-2. ARTICULATION PLIE / Accompagnement global

Mené en binôme par un référent de Pôle emploi spécialisé et un travailleur social, l'accompagnement global mobilise une double expertise : « emploi » par Pôle emploi et « social » par les référents sociaux du Conseil Départemental.

Cette modalité d'accompagnement de l'offre de services de Pôle emploi permet la prise en charge des publics les plus éloignés de l'emploi dont les difficultés sociales ne permettent pas une mobilisation efficace de l'accompagnement socio-professionnel proposé par le PLIE.

Considérant la plus-value du binôme conseiller Pôle emploi-référent social, les publics accueillis par le PLIE ne pouvant intégrer le PLIE à l'issue de la phase « d'accueil-diagnostic » (ou de pré-entrée) pourront être orientés vers leur référent social, ou à défaut vers le référent Pôle emploi en charge de l'accompagnement global.

De la même manière les publics du PLIE sans solution d'insertion professionnelle en raison de difficultés sociales devenues trop importantes pourront être réorientés vers l'accompagnement global, plus précisément vers le référent Pôle emploi en charge de l'accompagnement global.

En fin d'accompagnement global, les demandeurs d'emploi dont les freins sociaux sont levés pourront être orientés vers un accompagnement PLIE.

3-3. DESCRIPTION DU PARCOURS AU SEIN DU PLIE

Tout demandeur d'emploi participant du PLIE se voit proposer un parcours d'insertion sociale et professionnelle individualisé et personnalisé prenant en compte à la fois sa situation sociale, la levée des freins sociaux et professionnels, son projet personnel et ses compétences, avec pour objectif principal le retour durable à l'emploi ou l'accès à la qualification.

Conformément aux procédures mises en œuvre par le PLIE, la signature d'un contrat d'engagement confirme l'entrée dans le dispositif. L'accompagnement du parcours dans le cadre du PPAE est alors délégué au PLIE (Partenaire Non Informatisé : PNI).

Ce parcours prévoit au moins un entretien par mois à l'exception des périodes de stage, formation, emploi temporaire (moins de deux mois), prestation ou de toute situation particulière mais temporaire qui limiterait la disponibilité du demandeur d'emploi.

Tout au long de son parcours, le demandeur d'emploi bénéficie d'un accompagnement de proximité assuré par un référent unique de parcours dans une démarche globale et concertée avec l'ensemble des partenaires concernés par les divers volets de la vie de la personne (logement, santé, ...) et non dans le cadre d'une simple étape de parcours.

Ce référent unique de parcours - "personne ressource" désignée sous le terme d'«accompagnateur (ice)-emploi» - réalise l'ingénierie des parcours et en assure le suivi, y compris dans l'emploi, durant les six premiers mois après le retour à l'emploi.

Pour assurer un accompagnement de qualité, ces «accompagnateur (ice)s-emploi » :

- travaillent en réseau avec tous les acteurs concernés (Pôle emploi, travailleurs sociaux, structures d'insertion, organismes de formation, services de l'emploi, employeurs...) ;
- suivent un nombre restreint de personnes.
En fonction des territoires et des orientations de chaque protocole d'accord, l'effectif permanent moyen est de 45 à 65 personnes par un(e) même accompagnateur(ice)-emploi.

Cet accompagnement individualisé de proximité s'inscrit dans un objectif d'insertion professionnelle ou d'accès à la qualification à l'issue du parcours dont la durée maximum est fixée à 24 Mois plus 6 mois après son entrée en formation ou son retour à l'emploi durable. Ceci étant, la durée du parcours peut être augmentée de façon exceptionnelle en fonction de la situation de la personne accompagnée.

Les étapes du parcours sont retracées dans le système d'information de chaque PLIE (ABC VieSION, Visual Course, Ditout.....).

3-4. ENGAGEMENTS RECIPROQUES



a) Engagements de Pôle emploi

Pôle emploi s'engage à orienter chaque année vers le PLIE des demandeurs d'emploi correspondant aux publics visés à l'article 3-1.

Chaque territoire définira les modalités de coopération adaptées au contexte local. Les conventions de coopérations locales pourront s'inspirer des « bonnes pratiques » repérées et décrites ci-dessous.

➤ Prescriptions individualisées

Au cours de l'entretien professionnel, le conseiller Pôle emploi élabore conjointement le PPAE avec le demandeur d'emploi et l'inscrit dans le parcours de retour à l'emploi adéquat. Il vérifie que ce dernier n'est pas déjà bénéficiaire d'un accompagnement réalisé par le PLIE ou un autre partenaire ou prestataire.

Pour les publics à affecter au parcours d'accompagnement renforcé, le conseiller Pôle emploi peut convenir d'une orientation vers le PLIE. Cette orientation est concrétisée par l'édition d'une fiche de liaison d'orientation cryptée adressée à l'équipe d'animation du PLIE qui transmettra aux accompagnateurs (ice) s-emploi.

Dès l'intégration effective, le DE est codifié (PNI) informatiquement pour indiquer la délégation de l'accompagnement au PLIE. Il reste inscrit à Pôle emploi.

➤ Informations collectives co-animées

Il s'agit d'informations collectives à destination de DE convoqués par Pôle emploi, co-animées par un(e) accompagnateur (ice)-emploi et un conseiller Pôle emploi. Ces informations collectives, qui se finalisent par des entretiens de contact, permettent de valider l'orientation vers le PLIE ou une proposition immédiate vers une autre offre de services.

➤ DE non prescrits par Pôle emploi

Pour les publics intégrés au PLIE hors prescription de Pôle emploi, l'agence élabore le PPAE du demandeur d'emploi en s'appuyant sur le contrat d'engagement contractualisé avec le PLIE, et initialise le parcours d'accompagnement délégué (PNI) afin de permettre la poursuite du parcours déjà engagé au sein du PLIE. Ces demandeurs d'emploi devront apparaître dans le tableau de suivi figurant en annexe 2.

➤ Autres dispositions

Dès lors que la codification « PNI » du demandeur d'emploi est effective, Pôle emploi ne pourra convoquer les DE concernés dans le cadre de la gestion de parcours sans concertation ou information préalable du référent unique de parcours.

Pôle emploi actualisera le PPAE des demandeurs d'emploi concernés, sur la base des informations transmises par le PLIE.

b) Engagements du PLIE

Dans le cadre de sa participation à la mise en œuvre du PPAE, le PLIE s'engage à recevoir, via le réseau d'Accompagnateur (ice) s-Emploi, les demandeurs d'emploi qui ont été orientés par Pôle emploi. Le premier contact se fera soit dans le cadre d'une information collective animée par le PLIE, soit en entretien individuel, soit dans le cadre d'une information collective organisée par Pôle emploi et co-animée avec le PLIE.

Une phase de « diagnostic » PLIE est engagée à compter de cette date du premier entretien individuel.

Si le demandeur d'emploi ne se présente pas au PLIE ou si le diagnostic socioprofessionnel assuré par l'Accompagnateur (ice)-Emploi fait apparaître des éléments ne permettant pas de donner suite à l'orientation proposée par le Pôle emploi, l'information est communiquée à Pôle emploi dans le tableau de suivi mensuel transmis via FilR.

Dès lors que l'Accompagnateur (ice)-Emploi décide de proposer l'intégration du DE orienté, un dossier de demande d'intégration et un contrat d'engagement sont élaborés. Selon les territoires, la validation de l'intégration et/ou l'information de l'intégration se fait via une commission d'intégration ad hoc ou par échange de liste. La délégation au PLIE du suivi du parcours dans le cadre du PPAE est alors confirmée à réception, par Pôle emploi.

Pour chaque participant, un(e) Accompagnateur(ice)-Emploi unique est désigné(e). Il (elle) est chargé(e) de mobiliser les actions utiles à son insertion sociale et professionnelle.

Pendant la durée du parcours, le PLIE s'engage à :

- accompagner la mise en œuvre des étapes du parcours d'accès à l'emploi ;
- en cas d'absence prolongée de l'accompagnateur(ice)-emploi, désigner un nouveau référent unique ;
- porter à la connaissance de Pôle emploi les informations nécessaires à l'actualisation du PPAE ;
- veiller au maintien de l'inscription à Pôle emploi.

L'accompagnement du PLIE est réalisé pendant toute la durée du parcours du participant et pendant 6 mois après son retour à l'emploi durable ou son entrée en formation qualifiante.

Toutes les autres sorties sont soit des sorties administratives liées à l'indisponibilité du participant (décès, déménagement, maternité, problèmes de santé, ...), soit des sorties à l'initiative du PLIE ou du participant (rupture d'accompagnement et abandon).

Toutes les sorties des publics intégrés sont communiquées chaque mois à Pôle emploi avant le 7 du mois suivant, dans le tableau de suivi mensuel transmis via FilR. Les motifs de sorties y sont précisés et le suivi délégué au PLIE dans le cadre du PPAE est interrompu par Pôle emploi.

L'outil statistique du PLIE de la CASA ne permet pas de distinguer les orientations Pôle emploi et Conseil Départemental. Aussi, les statistiques de sortie et de services mobilisés transmises seront globales.

Pour les absences à convocation, le PLIE informera Pôle emploi de la date de l'absence via l'envoi par mail de la fiche de liaison et de la copie de la convocation à la boîte générique <plieantibessophia.06045@pole-emploi.fr> pour application de la gestion de la liste.

ARTICLE 4

Modalités opérationnelles de coopération

4-1. MISE EN ŒUVRE DU PARCOURS

Le parcours du demandeur d'emploi participant du PLIE est varié et progressif. Il peut comprendre des étapes de bilan et d'orientation, d'activité et de formation. Pour ce faire, le PLIE mobilise et renforce l'ensemble des moyens de droit commun concourant à l'accompagnement de ces publics.

Cet accord doit donc garantir un accès facilité aux aides, mesures, prestations et formations de Pôle emploi et décliner les modalités pratiques de mobilisation des outils de Pôle emploi, à savoir :

- L'accès aux offres d'emploi et la promotion de profils ;
- La mobilisation des aides et prestations de Pôle emploi ;
- Les actions de formation.

a) L'accès aux offres d'emploi

Les PLIE ont pour vocation de proposer des offres d'emploi aux candidats, notamment celles de Pôle emploi.

Afin de garantir aux participants du PLIE une égalité de traitement concernant l'accès aux offres d'emploi, et notamment celles dont le niveau de service limite le nombre de candidats (accompagnement / valorisation), la mise en relation se fait via des échanges directs entre les conseillers du PLIE et les équipes entreprise de Pôle Emploi sur des profils validés par le PLIE via une cellule active de recherche d'emploi (Mise à jour de l'Offre Raisonnable d'Emploi, Mise à jour du Profil de Compétences et du CV, carte de visite publiée).

b) La mobilisation des aides et prestations de Pôle emploi

Les participants PLIE accèdent aux aides à la mobilité proposées par Pôle emploi (aides à la mobilité, aides à la reprise d'emploi, aides à la recherche d'emploi, aide à l'entrée en formation, permis B), et peuvent bénéficier par ailleurs d'aides spécifiques PLIE si le droit commun ne permet de répondre à leur demande.

L'accompagnateur PLIE doit inciter et aider le demandeur d'emploi à formaliser sa demande sur son espace personnel Pôle emploi.fr.

Pour les aides dérogatoires, l'accompagnateur PLIE formalise une demande par mail au référent unique Pôle emploi (ou oriente le demandeur d'emploi vers son Pôle emploi via mail.net par exemple).

Dans le cadre de leur parcours, les demandeurs d'emploi bénéficient des prestations spécifiques mises en œuvre par le PLIE. Ils peuvent également bénéficier ponctuellement de prestations Pôle emploi à l'exclusion des prestations d'accompagnement.

Il s'agit essentiellement de prestations :



- d'aide à la recherche d'emploi de type ateliers. Cette liste sera transmise par les correspondants PLIE à chaque mise à jour.
- d'évaluation des compétences professionnelles
 - Concernant les ECCP (Evaluations des Compétences et Capacités Professionnelles), le PLIE peut commander une ECCP collective à partir du moment où un besoin en nombre est repéré parmi les participants PLIE. Parallèlement, Pôle emploi informera le PLIE de la mise en place d'ECCP collectives éventuelles pour permettre au PLIE d'y intégrer des participants.
 - Concernant les immersions professionnelles (PMSMP : Périodes de mise en situation en Milieu Professionnel), le PLIE peut les activer pour permettre à l'un de ses participants de découvrir un métier ou un secteur d'activité, confirmer un projet professionnel ou initier une démarche de recrutement, par exemple en transmettant la fiche de liaison au référent unique Pôle emploi (ou à l'équipe entreprise dont dépend l'employeur). Il est aussi possible pour les PLIE qui le souhaitent d'obtenir une délégation de gestion des PMSMP (en signant une convention de délégation de la prescription PMSMP avec Pôle emploi).

Pour toutes ces demandes, le demandeur d'emploi formalise un mail au référent unique Pôle emploi via mail.net.

c) Les actions de formation

Le PLIE et Pôle emploi contribuent à la mise en œuvre des stratégies de leur partenaire, ceci dans la mesure de leurs moyens et dans la limite de leur champ d'action respectif.

Dans ce cadre, le PLIE contribuera aux actions mises en place par Pôle emploi pour améliorer l'employabilité des demandeurs d'emploi par la formation (AFC, AIF) ou l'adaptation (AFPR, POE) à un poste de travail.

Lorsque le PLIE valide un projet de formation à partir du profil du candidat et des opportunités de reclassement, il transmet la demande au Pôle emploi (réfèrent unique ou via le DE auprès de son Pôle emploi) en joignant le devis, les arguments et le plan de formation ceci pour permettre une gestion allégée de Pôle emploi et une plus grande réactivité sur les entrées en formation.

Comme pour une formation demandée par un conseiller Pôle emploi, Pôle emploi peut ne pas valider une entrée du fait d'une inadéquation réglementaire, de restrictions contextuelles ou d'une pré-sélection sur une formation collective (homogénéité du groupe par exemple ou orientations en nombre).

Concernant les mesures d'adaptation à un poste de travail à partir d'une offre d'emploi identifiée, l'accompagnateur PLIE formalise par mail une demande argumentée au référent unique Pôle emploi (ou aux équipes entreprises concernées).

Globalement, **le diagnostic et le plan d'actions posés par un accompagnateur PLIE ou un conseiller Pôle emploi doivent être appréhendés de la même manière par les partenaires.** Cela nécessite par ailleurs une bonne connaissance mutuelle des offres de services et la programmation d'échanges réguliers sur ce thème.

4-2. RELATION ENTREPRISES ET CLAUSES SOCIALES

a) *La Relation entreprises*

La gestion de la relation « entreprises » doit respecter les principes cadres suivants :

- veiller à mettre en place des plans d'actions concertés ou partagés en direction des employeurs, notamment dans le cadre de plans d'actions sectoriels.
- veiller dans le cadre d'opérations structurantes (construction d'un centre commercial, recrutements collectifs) à :
 - mutualiser les moyens – avec d'autres partenaires éventuels – dans le cadre d'équipes dédiées et ce afin de proposer aux employeurs une offre de services unique et lisible.
 - s'engager à négocier avec le donneur d'ordre / l'entreprise qu'une partie des recrutements concerne des publics issus de parcours d'insertion (10% proposé).
 - s'engager à anticiper le plus en amont possible ces recrutements, ce qui suppose d'une part un échange d'information en « temps réel », d'autre part, la mise en œuvre d'une ingénierie concertée se traduisant par un processus de repérage, d'évaluation, éventuellement de formation, de recrutement adaptés au public positionné, notamment ceux considéré comme issu de parcours d'insertion.
- garantir un principe de fluidité et de rapidité de traitement concernant la mobilisation de mesures ou contrats aidés par le PLIE, à Pôle emploi selon des modalités à fixer au niveau local.
- transmettre à Pôle emploi (avec accord de l'entreprise) toute offre collectée par le PLIE dès qu'il sera pressenti qu'aucune candidature ne sera mobilisable ou s'il n'y a pas de placement dans un délai raisonnable.

b) *Les clauses sociales :*

L'accord cadre régional définit les principes cadres suivant :

- L'animation des clauses sociales, dans l'esprit d'un guichet unique territorial, est assurée par les équipes d'animation d'un PLIE, dont la plupart portent des fonctions de facilitateurs/trices « clauses sociales ».
- Quand cela s'inscrit dans leur fonction, les facilitateurs/trices informent le plus en amont possible leur(s) référent(s) Pôle emploi sur les offres collectées, afin que Pôle emploi puisse positionner des candidats au même titre que les autres sourceurs.
- En fonction des territoires, les facilitateurs/trices animent une instance partenariale dédiée à laquelle participera Pôle emploi et où sont échangées des informations pouvant concerner les chantiers en cours et à venir, les opérations de repérage, de préparation de publics à mettre en œuvre, etc...

- La fréquence, la composition, l'ordre du jour de cette instance seront décidés au niveau de chaque territoire. Le principe global d'animation des clauses sociales – et de ces instances – répondant avant tout à un souci de transparence, d'anticipation et visant à privilégier l'insertion durable des demandeurs d'emploi éligibles.
- Les clauses sociales – « animées » par les PLIE – profitant souvent aux structures d'insertion – « animées » par Pôle emploi -, il conviendra donc d'établir au niveau de chaque territoire les principes de coordination pertinents entre la gestion des offres clausées et celle des offres IAE clausées.
- Pour les justificatifs FSE relatifs aux critères d'éligibilité à l'entrée, c'est au PLIE, dès l'intégration, d'aller avec le chaque demandeur d'emploi dans son espace personnel rechercher l'historique d'inscription et autres éléments justifiant l'éligibilité.

ARTICLE 5

Organisation de la coopération LOCALE

5-1. ORGANISATION DES INSTANCES

a) Comité de pilotage du PLIE

Pôle emploi est membre du comité de pilotage du PLIE ; il est représenté dans cette instance par le directeur/trice territorial de Pôle emploi ou par son représentant.

Sur la base du protocole d'accord du PLIE, le comité de pilotage, présidé par un élu local de son territoire d'intervention et par le Préfet ou son représentant :

- fixe les objectifs et les priorités ;
- valide la programmation avant présentation à l'exécutif ;
- garantit la mobilisation des moyens (qualitatif, quantitatif et financier) pour la bonne réalisation du plan d'actions ;
- détermine les indicateurs de résultats, organise et assure le suivi de l'ensemble du dispositif.

D'une manière générale, le comité de pilotage du PLIE s'assure également de la mise en cohérence des interventions pour les publics ciblés. Il nomme les membres et définit le mandat donné au comité technique du PLIE chargé de la coordination de la mise en œuvre du Plan.

En tant que garant du pilotage stratégique et politique, il se réunit au minimum deux fois par an.

Au-delà des réunions du comité de pilotage, le directeur du PLIE et le directeur de Pôle emploi (ou le directeur référent dans le cas des territoires recouvrant plusieurs agences) échangent régulièrement sur les informations stratégiques en matière d'emploi et de développement économique, en vue de coordonner les plans d'action respectifs et favoriser une action concertée.

b) Comité technique du PLIE

Pôle emploi est membre du comité technique du PLIE ; il est représenté dans cette instance par le directeur d'agence ou son représentant.

Le comité technique, animé par l'équipe opérationnelle du PLIE, met en œuvre les orientations du comité de pilotage du PLIE et produit des bilans réguliers des actions et des parcours d'insertion des participants. Il assure un rôle d'ingénierie des parcours individualisés des personnes engagées dans le PLIE. Il est force de propositions auprès du comité de pilotage du PLIE.

c) Comité d'intégration et de suivi du PLIE

Pôle emploi est également membre de la commission d'intégration et de suivi (lorsqu'elle existe) ou autre groupe technique créé par le PLIE ; Il désigne son représentant dans cette instance dans le cadre des conventions locales.

d) Comité technique d'animation de Pôle emploi

La coordination de l'IAE sur le territoire est assurée par Pôle emploi dans le cadre du CTA animé par le directeur/trice de Pôle emploi (à minima une fois par an, invitation des structures et prescripteurs). Le PLIE est membre du CTA. Le Pôle emploi l'informe de l'ordre du jour afin qu'il puisse proposer le cas échéant des points à traiter à cette occasion.

e) Référents

Pôle emploi et le PLIE désignent chacun en leur sein un référent, afin de :

- faciliter la circulation d'informations et les échanges (information des prestations de Pôle emploi et de leur modalité de mise en œuvre auprès des accompagnateurs à l'emploi PLIE/ communication sur le PLIE et sur sa programmation auprès des conseillers de Pôle emploi...) ;
- accélérer les parcours ;
- informer sur les nouvelles actions, prestations, actions de formation, opérations de recrutements et sur le calendrier des informations collectives significatives ;
- jouer l'interface entre les chargés de relations entreprises (CRE) du PLIE et les conseillers dédiés aux entreprises de Pôle emploi (CDE) de Pôle emploi.
- Les offres d'emploi clausées sont transmises autant que de besoin par le PLIE aux référent(e)s IAE et PLIE de Pôle emploi.

Pour les territoires recouvrant plusieurs agences de Pôle emploi, l'idée d'un référent Pôle emploi pour un territoire PLIE paraît la plus pertinente. Le référent est désigné dans le cadre de la convention de partenariat locale.

Cette convention locale peut également prévoir la désignation de correspondants opérationnels du PLIE au sein de chacune des agences du territoire d'intervention.

5-2. ORGANISATION OPERATIONNELLE :

Un fonctionnement opérationnel cohérent et efficace s'appuie sur un socle de connaissances partagées de chacune des structures. Il convient donc de favoriser la connaissance mutuelle du fonctionnement de chaque structure et des offres de services respectives.

a) Les actions suivantes seront engagées

- présentation de la convention de coopération locale Pôle emploi / PLIE aux agents de chaque structure ;
- mise en place des espaces d'échanges inter-équipes (de façon individuelle : immersions réciproques des techniciens, de façon collective : rencontres annuelles entre les équipes) ; et notamment avec les nouveaux recrutés.
- mise en place de sessions de démultiplication des informations (a minima : une présentation annuelle des offres de services), à changement majeur des offres de service, de nouveaux outils...
- désignation d'un interlocuteur identifié (le « référent » mentionné dans l'article 5.1 ou le correspondant) au sein de chaque structure afin de fluidifier les échanges d'informations à visée opérationnelle.

b) Mettre en place des initiatives communes

- co-organisation d'événements de type forum, opération de recrutements, rallye emploi, job dating, etc... en élaborant, en amont des plans d'actions partagés concernant les sollicitations des entreprises et des plans d'actions concertés de communication ;
- organisation de visites ou de rencontres d'entreprises en commun ;
- co-élaboration et co-animation d'ateliers collectifs.

ARTICLE 6

ECHANGES D'INFORMATION

Pôle emploi et les PLIE s'engagent, à travers leurs équipes opérationnelles, à partager des informations afin de contribuer conjointement à la mise en œuvre et au suivi du PPAE.

Ces échanges d'informations, organisés selon des modalités que chaque PLIE et Agence Pôle emploi négocieront au niveau de leur territoire respectif, devront à minima s'organiser « quadrimestriellement ».

Ainsi les données qualitatives et quantitatives nécessaires à l'actualisation du dossier des demandeurs d'emploi, transmises par chaque PLIE devront être saisies dans le système d'information de Pôle emploi, par une personne « ressource » clairement identifiée dans chaque agence.

Chaque PLIE, s'engage à transmettre auprès de Pôle emploi les informations suivantes :

- Motifs de « refus d'intégration » des personnes orientées vers le PLIE par Pôle emploi ;
- Date d'intégration et de fin de parcours selon l'attribution du code PNI délivré pour une durée de 24 mois ;
- Etapes de parcours de chaque participant(e) ;
- Date et motifs de sortie du PLIE.

Les modalités de communication de ces informations à Pôle emploi seront définies dans les conventions de coopération locales et dans les conventions d'échange de données personnelles annexées aux conventions locales.

Les faits susceptibles de constituer des manquements aux obligations des demandeurs d'emploi feront l'objet d'une information auprès de Pôle emploi.

Enfin, chaque PLIE transmettra annuellement, selon des modalités locales conventionnées, un état des demandes adressées à Pôle emploi et un état des réalisations effectives d'une prestation, aide, mesure et action de formation.

Pôle emploi s'engagera en contrepartie à :

- Identifier une personne « ressource » au sein de chaque agence Pôle emploi qui renseignera le dossier du demandeur d'emploi et pourra, le cas échéant, faciliter la mobilisation de l'offre de services de Pôle emploi auprès du PLIE ;
- Délivrer un code PNI d'une durée maximale de 24 mois à chaque intégration dans le PLIE ;
- Informer le PLIE dès lors qu'un contrat IAE sera engagé, il sera alors mis fin par Pôle emploi à l'accompagnement délégué PLIE ;

ARTICLE 7

PILOTAGE DE LA PRESENTE CONVENTION

Le comité de pilotage de la convention est composé de représentants de Pôle emploi et du PLIE.

Il se réunit a minima une fois par an afin d'évaluer les effets de la mise en œuvre de l'accord-cadre et de l'adapter le cas échéant.

Il a les missions suivantes :

- déploiement du présent accord ;
- suivi de l'accord au niveau régional et dans ses déclinaisons locales ;

- réalisation du bilan du partenariat et préparation de la révision de l'accord (évolutions des orientations nationales et des axes de travail) ;
- propositions d'évènements et de réunions élargies si nécessaire.

Indicateurs de pilotage régionaux

Sources PLIE :

- Nombre de DE orientés (sur le flux) selon les modalités définies dans les conventions locales ;
- Nombre de DE reçus en premier accueil collectif ou individuel ;
- Taux de présence au premier contact PLIE des DE orientés par Pôle emploi
- Nombre de DE entrés en phase de diagnostic (ou pré-entrée) ; (Non applicable PLIE CASA)
- Taux de passage entre la réception des DE et la phase de diagnostic :
Nombre de DE entrés en phase diagnostic/Nombre DE accueillis par les PLIE ; (Non applicable PLIE CASA)
- Nombre de personnes intégrées au dispositif (ou entrées en parcours actif) ;
Taux d'intégration en accompagnement/Nombre de personnes ayant bénéficié d'une phase diagnostic; (Non applicable PLIE CASA)
- Taux d'intégration en accompagnement : Nombre de DE intégrés en parcours PLIE/ Nombre de DE reçus par le PLIE
- Taux d'intégration des DE dans le PLIE : Nombre d'entrées en parcours PLIE / Nombre de DE orientés par Pôle emploi
- Nombre de sorties totales (tous prescripteurs confondus)
- Nombre de sorties positives (tous prescripteurs confondus)
- Taux de sorties positives (tous prescripteurs confondus)
- Nombre de sorties par motif. (tous prescripteurs confondus)

Sources Pôle emploi :

- Nombre de DE convoqués aux informations collectives pour une orientation vers le PLIE (selon les modalités de convocation des demandeurs d'emploi définies dans les conventions locales : orientation par le flux ou via les informations collectives)
- Nombre de DE présents aux informations collectives
- Taux de présence aux informations collectives
- Nombre de services délivrés ;
- Nombre et type de mesures et prestations gérées par Pôle emploi en direction des participants du PLIE. (Non applicable)

Ces indicateurs sont compilés dans un tableau nommé « Bilan Quantitatif » cf. Annexe 1 et communiqués 1 fois par an avant le 30 avril de l'année suivante aux correspondants régionaux : Sophie BRUCKER pour Pôle emploi et Jean-Christophe BARUSSEAU pour les PLIE.

En sus, il est nécessaire de délivrer une analyse qualitative des relations partenariales compilée dans un tableau nommé « Bilan Qualitatif » cf. Annexe 2. Ce tableau est établi sous forme de questionnaire permettant l'évaluation des différents éléments qualitatifs constitutifs de la convention régionale suivants :

- La négociation sur les spécificités des publics orientés,

- Les modalités d'intégration des publics et l'organisation du suivi,
- Les procédures de mobilisation des mesures, formations, aides et prestations de Pôle emploi,
- Le partage des informations sur les parcours,
- La facilité d'accès aux offres d'emploi dont l'offre d'insertion par l'activité économique,
- Les actions conjointes en direction des publics et des employeurs, notamment dans le cadre des clauses d'insertion des marchés publics,
- La coopération sur la mise en place d'actions innovantes au service de l'emploi

ARTICLE 8

ENGAGEMENT DE CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES

Les parties s'engagent à respecter les valeurs et principes d'action liés au Service Public, et notamment, les principes de confidentialité, de neutralité et de continuité.

Les informations détenues par **Pôle emploi** auxquelles les PLIE auront accès ne pourront être utilisées que dans la limite de la coopération disposée par le présent accord et en conformité avec le règlement européen n°2016/679 dit « règlement général sur la protection des données ».

Les parties peuvent traiter des données personnelles concernant les agents et autres préposés de l'autre partie, pour les seuls besoins de l'exécution et du suivi du présent accord et, le cas échéant, des contentieux liés à sa passation ou son exécution, ce sous leur responsabilité, et dans le respect du règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Chaque partie informe les personnes concernées (les demandeurs d'emploi) de la transmission des données à l'autre partie et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du RGPD, notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Pour les traitements mis en œuvre par Pôle emploi, ces droits s'exercent auprès du délégué à la protection des données de Pôle emploi, par courriel à courriers-cnif@pole-emploi.fr ou par courrier à l'adresse suivante : la déléguée à la protection des données, Direction générale de Pôle emploi, 1-5 avenue du Docteur Gley, 75987 Paris Cedex 20.

Pour les traitements mis en œuvre par les PLIE, ces droits s'exercent auprès du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi, Les Genêts – 449, Route des Crêtes – BP 43 – 06901 Sophia Antipolis CEDEX – plie.casa@agglom-casa.fr

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, chaque partie s'engage à détruire les données personnelles et leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution et au suivi de la convention et à la gestion des éventuels contentieux. En l'absence de contentieux, cette destruction intervient au plus tard dans un délai de six mois à compter de la fin de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, plus précisément au plus tard à 30 mois d'accompagnement et au plus tard dans un délai de six mois de l'échéance de l'accord.

Les parties s'engagent à considérer comme strictement confidentielles l'ensemble des informations qu'elles s'échangeront, en particulier toutes les informations relatives aux activités avec des entreprises partenaires,

sauf accord écrit de la partie divulgatrice, et ce jusqu'à ce qu'elles soient dans le domaine public.

Ne seront pas considérées comme confidentielles les informations qui seraient :

- ⇒ Dans le domaine public à la date de leur communication ou qui seraient mises dans le domaine public par un tiers de bonne foi,
- ⇒ Déjà connues de la partie les recevant à la date d'entrée en vigueur du présent accord-cadre,
- ⇒ Par la suite reçues d'un tiers ayant le droit d'en disposer.

Une convention relative à l'échange de données à caractère personnel est rattachée à cette convention. La rédaction proposée concerne la mise à disposition, à titre gratuit, de données personnelles par Pôle emploi au PLIE, qui est responsable distinct de traitement (il traite les données dans son système d'information en poursuivant ses propres finalités et avec ses propres moyens).

ARTICLE 9

Durée de la convention, Révision et Résiliation

9.1. DUREE DE LA CONVENTION

La durée de la convention s'étend à compter de sa date de signature et une fois revêtue de son caractère exécutoire jusqu'au 31 décembre 2022.

Il pourra être mis fin à la présente convention en cas de manquement(s) de l'une ou l'autre des parties à tout ou partie de ses engagements contractuels.

En cas de non-respect de l'une ou l'autre des parties des obligations contractuelles nées de la présente convention, la partie lésée, après avoir constaté le(s) manquement(s), met en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, la partie auteur des manquements d'exécuter correctement ses engagements contractuels et ce dans un délai d'un mois à compter de la réception du courrier.

En cas de mise en demeure restée sans effet dans ce délai, la partie lésée pourra mettre fin à la présente convention moyennant un préavis de 3 mois à compter de la date de réception de la décision par la partie auteur du ou des manquement(s). Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

9.2. REVISION DE LA CONVENTION

La présente convention est examinée annuellement et révisée, si nécessaire, sur proposition de l'une ou l'autre des parties.

Elle peut être modifiée par voie d'avenant.

9.3 CONSEQUENCES DE LA RESILIATION

En cas de résiliation de la convention, les conséquences sont les suivantes :
Pendant la durée du préavis, les parties :

- établissent, au vu du nombre de demandeurs d'emploi pris en charge au titre du présent accord-cadre et des conventions qui en découlent, un échéancier pour permettre la réintégration progressive des demandeurs d'emploi au sein de Pôle emploi ;
- établissent, au vu du nombre de personnes mobilisées par Pôle emploi au sein des PLIE, au titre du présent accord-cadre et des conventions qui en découlent, un échéancier pour permettre la réintégration progressive des personnes au sein de Pôle emploi.

Les conventions locales prises en application du présent accord-cadre sont résiliées de plein droit.

Fait à Antibes en deux exemplaires, le2021

Pour le PLIE CASA

**Le Vice-Président
Monsieur Kevin LUCIANO**

Pour Pôle emploi

**La Directrice territoriale
Madame Ghislaine ELLENA**

**La Directrice d'agence
Madame Arlette VILLANI**

ANNEXE 1

COMMENTAIRES EXPLICATIFS DU TABLEAU DU BILAN QUANTITATIF

Colonne 1 / Nombre d'orientations PE par an sur le flux (chiffre à fournir par le PLIE) Il s'agit du nombre de demandeurs d'emploi envoyés directement à un entretien avec le PLIE (« orientations sur le flux »)

Colonne 2 / Nombre de présents aux Informations collectives PE (chiffre à fournir par PE).

Préciser en commentaire pour chaque PLIE si toutes les orientations passent par une IC, ou seulement avec certaines Agences, ou pas du tout.

Colonne 3 / Nombre de demandeurs d'emploi accueillis lors du premier entretien collectif ou individuel avec un accompagnateur PLIE par an (chiffre à fournir par les PLIE).

Pour les PLIE dont les orientations passent toujours par une IC PE, c'est le même chiffre que col.2

Pour les autres, il s'agit du nombre de personnes reçues en entretien PLIE (individuel ou collectif), en amont de l'entrée en phase diagnostic.

Colonne 4 / Taux de présence après orientation PE

Il s'agit du rapport nb colonne 3 / nb colonne 1 (+colonne 2 en fonction des organisations)

Colonne 5 / Nombre d'entrées en phase diagnostic (chiffre à fournir par les PLIE).

Il s'agit du nombre de personnes reçues en 1^{er} entretien de la phase diagnostic

Colonne 6 / Taux de Réception en Phase diagnostic/orientation (par rapport aux personnes accueillies par les PLIE)

Il s'agit du rapport nb colonne 5 / nb colonne 3

Colonne 7 / Nombre de personnes intégrés en accompagnement PLIE (chiffres à fournir par le PLIE). Il s'agit du nombre de personnes qui bénéficient de l'accompagnement PLIE suite à la phase diagnostic

Colonne 8 / Taux intégration en accompagnement / nombre de personnes ayant bénéficié d'une phase diagnostic

Il s'agit du rapport nb colonne 7 / nb colonne 5

Colonne 9 / Taux d'intégration en accompagnement / nombre de personnes accueillies par le PLIE

Il s'agit du rapport nb colonne 7 / nb colonne 3

Colonne 9 Bis/ Taux d'intégration en accompagnement/nombre DE orientés PE

Il s'agit du rapport nb colonne 7 / nb colonne 1 (+colonne 2 en fonction des organisations)

Colonne 10 / Nombre de sorties totales du PLIE par an émanant d'orientations PE (quelle que soit la date d'orientation - chiffre à fournir par les PLIE) - Pour le PLIE CASA : Chiffres donnés en cumul quel que soit le prescripteur

Colonne 11 / Nombre de Sorties positives du PLIE par an émanant d'orientations PE (quelle que soit la date d'orientation - chiffre à fournir par les PLIE) - Pour le PLIE CASA : Chiffres donnés en cumul quel que soit le prescripteur

Colonne 12 / Taux de sorties positives par an du PLIE émanant d'orientation PE

Il s'agit du rapport entre nb colonne 11 / nb colonne 10 Pour le PLIE CASA : Chiffres donnés en cumul quel que soit le prescripteur

Colonne 13 / Nombres de sorties par an par motif (si donnée connue - chiffre à fournir par les PLIE).

Ventilation des sorties positives ou autres Pour le PLIE CASA : Chiffres donnés en cumul quel que soit l'orienteur

Colonne 14 / Nombres sorties totales du PLIE par an (chiffre à fournir par les PLIE).

Colonne 15 / Nombre de Sorties positives du PLIE par an (chiffre à fournir par les PLIE).

Colonne 16 / Taux de sorties positives du PLIE par an

Rapport entre nb colonne 15 / nb colonne 14

TABLEAU BILAN QUATITATIF

[illegible]

ANNEXE 2

TABLEAU BILAN QUALITATIF

[illegible]



CONVENTION LOCALE RELATIVE A L'ECHANGE DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

ENTRE

Pôle emploi ANTIBES SOPHIA établissement public administratif, représenté par sa Directrice Arlette VILLANI, dûment habilitée à cet effet, domicilié en cette qualité au 1547 chemin des Combes-SIRET : 13000548126072

Ci-après dénommé « Pôle emploi », d'une part,

ET

Le PLIE CASA, représenté par le Vice-président délégué à la Cohésion Sociale et à la Politique de la Ville ; M. Kevin LUCIANO, dûment habilité à cet effet, domicilié en cette qualité Cours Massena – 06600 ANTIBES - SIRET : 24060058500014

Ci-après dénommé « Le PLIE », d'autre part.

Ci-après dénommés ensemble « les parties ».

- ✓ Vu le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,
- ✓ Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5311-1, L. 5312-1 à L. 5312-6 et L. 5312-10 et R. 5312-25 à R. 5312-27 relatifs à l'organisation et le fonctionnement de Pôle emploi et les articles R. 5312-38 à R. 5312-46 relatifs au système d'information concernant les demandeurs d'emploi et salariés mis en œuvre par Pôle emploi,
- ✓ Vu la convention régionale entre le Union Régionale des Plie Provence Alpes Côte d'azur et Pôle emploi Provence Alpes Côte d'azur signée le 23 juin 2020,
- ✓ Vu la convention locale entre le PLIE CASA et Pôle emploi ANTIBES SOPHIA

PREAMBULE

Pôle emploi

Pôle emploi est un établissement public administratif dont les missions sont définies à l'article L. 5312-1 du code du travail. Notamment, Pôle emploi aide et conseille les entreprises dans leurs recrutements (article L. 5312-1-1°) et est en charge de l'accueil, l'information, l'orientation et l'accompagnement des personnes à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel. Il prescrit toutes actions utiles pour développer leurs compétences professionnelles et améliorer leur employabilité. Il favorise leur reclassement, leur promotion professionnelle, ainsi que leur mobilité géographique et professionnelle et participe aux parcours d'insertion sociale et professionnelle (article L. 5312-1-2°). Il est chargé de prospecter le marché du travail, développer une expertise sur l'évolution des emplois et qualifications.

Plus particulièrement, le Pôle emploi **ANTIBES SOPHIA** Dans le cadre de sa mission de service public, s'engage à accueillir et accompagner les demandeurs d'emploi dans leur recherche d'emploi et à répondre aux besoins de recrutement des entreprises.

Pour réussir sa mission, Pôle emploi doit :



- Prospecter le marché du travail, développer une expertise sur l'évolution des emplois et des qualifications, procéder à la collecte des offres d'emploi, aider et conseiller les entreprises dans leur recrutement, assurer la mise en relation entre les offres et les demandes d'emploi, et participer activement à la lutte contre les discriminations à l'embauche et pour l'égalité professionnelle ;
- Accueillir, informer, orienter et accompagner les personnes, qu'elles disposent ou non d'un emploi, à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel, faciliter leur mobilité géographique et professionnelle et participer aux parcours d'insertion sociale et professionnelle ;
- Procéder aux inscriptions sur la liste des demandeurs d'emploi, tenir celle-ci à jour, assurer le contrôle de la recherche d'emploi ;
- Indemniser pour le compte de l'organisme gestionnaire du régime d'assurance chômage et pour le compte de l'État ;
- Recueillir, traiter, diffuser et mettre à disposition les données relatives au marché du travail et à l'indemnisation des demandeurs d'emploi ;
- Mettre en œuvre toutes les autres actions confiées par l'État, les collectivités territoriales et l'Unedic en relation avec sa mission.

Le PLIE constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté. Il mobilise, pour la réalisation d'objectifs quantitatifs et qualitatifs clairement identifiés, l'ensemble des acteurs intervenant, avec l'Etat et le Service Public de l'Emploi, en matière d'insertion socioprofessionnelle, d'emploi et de développement économique et local : collectivités locales, entreprises et organismes socioprofessionnels, missions locales, structures d'insertion par l'activité économique, associations.

Plus particulièrement le PLIE **CASA** assure les missions suivantes :

- Accompagnement à l'emploi : proposer aux publics concernés un accompagnement à l'emploi individualisé et dynamique dont l'objectif est l'accès et la stabilisation à l'emploi ou l'accès à la qualification ;
- Médiation à l'emploi : renforcer et diversifier toutes formes de coopération avec les organisations professionnelles et les entreprises susceptibles de contribuer au retour à l'emploi durable des participants du PLIE ;
- Ingénierie de projet : promouvoir et favoriser l'émergence de toute initiative (actions de formation, d'insertion...) permettant la préparation des publics ciblés en amont de l'accès à l'emploi. ;
- Animation du dispositif : assurer l'animation des différentes instances de décisions et l'animation du partenariat opérationnel territorial, ainsi que le suivi de l'activité et de l'impact des actions mises en œuvre.

Dans la concrétisation de ces différentes missions, le **PLIE CASA** veille en permanence à la prise en compte des principes horizontaux des politiques européennes et nationales notamment en termes d'égalité entre les femmes et les hommes, d'égalité des chances et de non-discrimination.

CONTEXTE

Le partenariat entre Pôle emploi et le PLIE ainsi établi entre ces deux acteurs repose sur la complémentarité des compétences, pour favoriser l'accès à l'emploi des personnes en difficulté en participant à leur parcours d'insertion sociale et professionnelle et aussi pour garantir la mise en



synergie des interventions de chacun des acteurs dans le cadre de la territorialisation des politiques de l'emploi.

Pour cela les parties ont besoin d'échanger des données de différentes natures. Ces parties peuvent traiter des données personnelles pour les seuls besoins de l'exécution et du suivi de la convention globale locale entre le **PLIE CASA** et **Pôle emploi ANTIBES SOPHIA**. Dans cette convention « échange de données personnelles » les parties vont devoir énumérer les données dont elles ont besoin pour l'exécution et le suivi de la convention régionale et les modalités de transmission de ces données.

IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet de la convention

La convention a pour objet d'encadrer l'échange de données informatisé entre Pôle emploi et les PLIE, intervenant à titre gratuit et poursuivant les objectifs définis à l'article 2. Elle fixe les obligations des parties entre elles et vis-à-vis des personnes physiques dont les données personnelles sont traitées. Elle est conclue en application de la convention de partenariat plus globale conclue entre **Pôle emploi ANTIBES SOPHIA** et le **PLIE CASA**.

Article 2 - Objectifs poursuivis par l'échange de données et liste des données

Le renforcement du partenariat entre Pôle emploi et les PLIE envers un public en difficulté est l'objectif poursuivi par cet échange de données, il permet de suivre et de piloter l'orientation des demandeurs d'emploi vers le PLIE.

L'échange de données a pour finalité :

Pour Pôle emploi,

- d'améliorer l'accompagnement et accélérer le retour à l'emploi des demandeurs d'emploi les plus fragiles ;
- de mieux orienter les demandeurs d'emploi vers les PLIE et avoir un retour précis des actions menées.

Pour les PLIE,

- d'obtenir les éléments nécessaires et suffisants de Pôle emploi pour mettre en place l'accompagnement le plus adapté à la situation du demandeur d'emploi.

La liste des données échangées figure en annexe.

Article 3 - Modalités d'échange des données

Les accompagnateurs-emploi PLIE et les conseillers Pôle emploi échangent au cas par cas sur les parcours des personnes orientées vers Pôle emploi sous réserve de leur accord.

La transmission des données s'effectue via la fiche de liaison ou le tableau de suivi.

Les documents sont transmis via FilR (serveur sécurisé Pôle emploi).

Les modalités d'échange des données sont décrites précisément dans le détail en annexe de cette convention.

Article 4 - Engagements des parties

Article 4.1 - Engagements spécifiques de Pôle emploi

Au titre de la présente convention, Pôle emploi s'engage à informer le demandeur d'emploi de la transmission au PLIE des données le concernant dans le cadre de son parcours personnalisé d'accès à l'emploi, au moment de son orientation vers le PLIE.

L'information est réalisée via une mention figurant au bas de la fiche de liaison (cf. en annexe la fiche d'orientation du demandeur d'emploi vers le PLIE), le demandeur d'emploi reconnaît avoir été informé



des finalités de l'échange de données entre Pôle emploi et le PLIE, de la durée de conservation de ces données, et des modalités d'exercice de ses droits sur celles-ci.

Article 4.2 - Engagements spécifiques du PLIE

Au titre de la présente convention, le PLIE s'engage à détruire les données du demandeur d'emploi s'il n'est pas intégré dans le PLIE. S'il intègre le PLIE, celui-ci s'engage à les détruire dès qu'elles ne sont plus nécessaires au contrôle du Fonds Social Européen, et au plus tard dans un délai de 10 ans à compter de la fin de la convention.

Le PLIE s'engage à informer le demandeur d'emploi de la transmission de ses données à Pôle emploi au moment de son entrée dans le parcours d'accompagnement PLIE à la signature de son contrat d'engagement via des mentions (finalités de l'échange de données, durée de conservation, exercice des droits).

Article 5 – Confidentialité

Les informations échangées dans le cadre de la convention, en particulier les données personnelles, sont considérées comme confidentielles par les parties. Les parties s'engagent à ne divulguer ces informations confidentielles qu'à leurs seuls préposés et, le cas échéant, prestataires (sous-traitants au sens du règlement général sur la protection des données -RGPD-) ayant à en connaître.

Les parties se portent garantes du respect de cette obligation de confidentialité par leurs préposés et, le cas échéant, prestataires. Elles portent cette obligation à leur connaissance et prennent toutes mesures nécessaires à son respect.

Cette obligation de confidentialité s'applique sans limitation de durée.

Article 6 - Sécurité des systèmes d'information

- Les parties prennent toutes les précautions utiles pour préserver la sécurité des données communiquées. Elles veillent notamment à assurer :
 - la confidentialité des données, en empêchant leur divulgation à des tiers non autorisés, notamment par la mise en œuvre de procédés d'authentification adaptés ;
 - l'intégrité des données, en empêchant leur modification ou destruction intentionnelle ou accidentelle en dehors de la convention ;
 - la disponibilité des données, leur conservation et la disponibilité des systèmes d'information utilisés dans le cadre de la convention ;
 - la traçabilité des opérations et de l'origine des données.

Dans ce cadre, les mesures techniques et organisationnelles de sécurité mises en œuvre doivent répondre aux exigences de sécurité de chacune des parties et faire l'objet d'un accord. Chaque partie doit, au préalable, avoir évalué le niveau de sensibilité des données lui appartenant et en avoir informé l'autre partie. Chaque partie s'engage à mettre à disposition de l'autre partie les politiques et procédure de sécurité mises en œuvre pour assurer l'exécution de ces dispositions.

- Les parties se tiennent informées de toute difficulté ou anomalie détectée.

Si, pour l'exécution de la convention, les parties recourent à des prestataires (sous-traitants au sens du règlement général sur la protection des données -RGPD-), les contrats qu'elles concluent avec eux présentent, s'agissant des mesures de sécurité mises en œuvre, des garanties équivalentes à celles mises en place dans le cadre de la convention. Pour les opérations portant sur des données personnelles, les contrats précisent que le prestataire ne peut agir que sur instruction de son co-contractant.

Les modalités particulières de sécurité sont fixées en annexe.

Pour chacune des parties, les correspondants en charge de la sécurité des systèmes d'information sont désignés à l'annexe.



Article 7 - Protection des données personnelles

- Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable aux traitements de données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « règlement général sur la protection des données » (RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Chaque partie est seule responsable du traitement qu'elle met en œuvre pour son propre compte avec les données transmises par l'autre partie.

- Les parties traitent les données personnelles uniquement pour :
 - la réalisation de l'objet de la convention ;
 - les besoins de l'exécution et du suivi de la convention.
- Chaque partie informe les personnes concernées du traitement de données personnelles qu'elle met en œuvre et des moyens dont elles disposent pour exercer leurs droits, tels que prévus aux articles 15 à 23 du règlement général sur la protection des données (RGPD), notamment leur droit d'accès, de rectification, et dans certains cas, d'effacement ou d'opposition.

Les parties répondent aux demandes des personnes concernées dans le délai d'un mois. Elles collaborent entre elles, si nécessaire, pour apporter ces réponses.

Sauf accord préalable exprès de Pôle emploi et à peine de résiliation, le PLIE traite les données sur le territoire de l'Union européenne uniquement. A première demande de Pôle emploi, ils communiquent la liste exhaustive des pays hébergeant les serveurs de données et des pays à partir desquels les intervenants ont accès aux données.

Sauf obligation légale ou réglementaire particulière, le PLIE s'engage à détruire toutes les données personnelles et toutes leurs copies dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution de la convention, aux contrôles FSE et au plus tard dans un délai de 10 ans à compter de la fin de la convention.

- Chaque partie informe l'autre partie de la survenance de toute violation de données personnelles susceptibles d'avoir, directement ou indirectement, des conséquences pour l'autre partie, ainsi que de toute plainte qui lui serait adressée par une personne concernée par le traitement. Cette information intervient dans les plus brefs délais et au plus tard 36 heures après la découverte de la violation de données ou la réception de la plainte.

Pour chacune des parties, le délégué à la protection des données ou correspondant en charge de la protection des données personnelles est désigné à l'annexe.

Article 8 - Suivi de la convention

Cf. article 7 de la convention de partenariat locale.

Article 9 - Durée de la convention

La convention est conclue pour la durée de la convention de partenariat locale plus globale mentionnée à l'article 1. Elle cesse de produire ses effets, sans autre formalité, lorsque la convention de partenariat plus globale arrive à échéance.

Si le protocole national fixant l'échange de données PLIE entre en vigueur, les déclinaisons locales devront être résiliées ou annexées pour se formaliser selon celui-ci.

Article 10 - Résiliation

La convention peut être résiliée, à tout moment, à la demande de l'une des parties adressées à l'autre partie, par courrier recommandé avec avis de réception postale. La résiliation prend effet à la date indiquée dans le courrier et au plus tôt deux mois après la date de réception du courrier.



La convention peut également être résiliée en cas de manquement du partenaire aux obligations découlant pour lui des articles 4 à 7. En ce cas, Pôle emploi suspend immédiatement l'échange de données et met le PLIE en demeure, par courrier recommandé avec avis de réception postale, de remédier au manquement. Dans le cas où la mise en demeure reste sans effet pendant un délai d'un mois à compter de la date de sa réception, la convention prend automatiquement fin, sans autre formalité. Cette résiliation ne donne pas lieu à indemnité et intervient sans préjudice des actions susceptibles d'être engagées du fait du manquement.

Article 11 – Litiges

En cas de litige, la loi française est seule applicable et les tribunaux français seuls compétents. Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable et, faute de l'obtenir, de s'en remettre à la juridiction compétente. Il est expressément convenu que le tribunal territorialement compétent à l'égard d'un litige se rapportant à l'exécution de la convention est le tribunal dans le ressort duquel a légalement son siège le directeur régional de Pôle emploi Provence Alpes Côte d'Azur.

Article 12 - Dispositions diverses

Article 12.1 - Documents contractuels, avenant et cession

L'engagement des parties est constitué de la présente convention et son annexe contenant :

- la liste des données ;
- les modalités d'échange des données ;
- les correspondants régionaux des systèmes d'information, les relais Informatique et Libertés ou délégués à la protection des données au sein de chaque organisme.

Toute modification de la convention ou d'une annexe fait l'objet d'un avenant signé par les parties. La convention ne peut faire l'objet d'une cession à un tiers qu'avec l'accord préalable et exprès de l'autre partie.

Article 12.2 - Propriété intellectuelle

La signature de la convention n'entraîne aucune cession de droits de propriété intellectuelle sur les données, logiciels ou applications et matériels utilisés dans le cadre de sa mise en œuvre.



ANNEXE

DESCRIPTION DU TRAITEMENT

- **L'échange de données se limitera strictement aux données listées ci-dessous.**
- **Sur les fiches de liaison et tableaux échangés avec le partenaire, il n'y aura aucune rubrique permettant du texte libre.**

A. CATEGORIES DE PERSONNES CONCERNEES

- ☒ Demandeurs d'emploi
- ☒ Agents Pôle emploi
- ☒ Agents du PLIE

B. DONNEES TRANSMISES PAR POLE EMPLOI AU PLIE

☒ **Données d'identification :**

- Agent Pôle emploi : nom, prénom, téléphone, adresse mail.
- Agent du PLIE : nom, prénom, téléphone, adresse mail.
- Demandeur d'emploi : nom, prénom, date de naissance, adresse postale, téléphone, adresse mail (uniquement si consentement aux échanges dématérialisés), identifiant interne Pôle emploi, identifiant CAF.

☒ **Données liées à la Vie professionnelle :**

- Agent Pôle emploi : fonction.
- Agent du PLIE : fonction.
- Demandeur d'emploi : Minima sociaux, RQTH, DELD

☒ **Données liées aux freins périphériques**

- Faire face à des difficultés financières
- Faire face à des difficultés de logement
- Prendre en compte son état de santé
- Faire face à des difficultés administratives ou juridiques
- Surmonter des contraintes familiales
- Développer ses capacités d'insertion et de communication
- Accéder à un moyen de transport

Aucune information d'ordre économique et financière ne doit être communiquée

☐ **Fichiers transmis concernant l'orientation du demandeur d'emploi par PE**

- ☒ Fiche de liaison/d'orientation d'un DE de Pôle emploi vers le PLIE (ci-jointe FDL)

Le traitement de données sensibles nécessite une attention particulière – il convient de vérifier que ce traitement est réellement nécessaire et proportionnel à l'exécution de la convention et aux finalités du traitement. En cas de doute, se rapprocher du RIL de Pôle emploi Provence Alpes Côte d'Azur.



C. DONNEES TRANSMISES PAR LE PLIE A POLE EMPLOI

Les données relatives au suivi du demandeur d'emploi figurant à l'article 6 « Echanges d'information » de la convention locale globale adossée à cette convention via un fichier crypté (Tableau de suivi)

☒ **Données d'identification :**

- Agent du PLIE : nom, prénom, fonction, téléphone, adresse mail.
- Agent Pôle emploi : nom, prénom, fonction, téléphone, adresse mail.
- Demandeur d'emploi : nom, prénom, date de naissance, adresse postale, téléphone, adresse mail (uniquement si consentement aux échanges dématérialisés), identifiant interne Pôle emploi, identifiant CAF.

☒ **Date prescription, partenaire prescripteur**

☒ **Motifs de « refus d'intégration » des personnes orientées vers le PLIE par Pôle emploi :**

- Absence RDV
- Formation
- Emploi CDI ou CDD
- CUI PEC
- Création d'entreprise
- Intégration autre dispositif
- Déménagement
- Ne relève pas du PLIE
- Non éligible

☒ **Date d'intégration et de fin de parcours selon l'attribution du code PNI délivré pour une durée de 24 mois et date de sortie du demandeur d'emploi**

☒ **Données liées à l'absence aux rendez-vous**

☒ **Etapes de parcours de chaque participant(e) : exemple**

- Formation
- Atelier
- PMSMP
- Emploi

☒ **Nature et motifs de sortie du PLIE :**

- Formation
- Emploi CDI ou CDD
- CUI PEC
- Création d'entreprise
- Réorientation vers un autre partenaire
- Réorientation vers un autre dispositif
- Retraite
- Déménagement
- Fin de parcours
- Rupture/abandon

☐ **Fichiers transmis concernant le parcours du demandeur d'emploi par le PLIE**

- ☒ Tableau de suivi transmis par le PLIE vers Pôle emploi (ci-joint Tableau de suivi PLIE)



D. MODALITES DE TRANSMISSION DES DONNEES

La transmission de toutes les données par fiches de liaison entre les partenaires doit obligatoirement être sécurisée (cryptée).

- ☐ Remise en main propre d'une version papier entre agents Pôle emploi et agents Plie
- ☐ Remise par courriel entre agents Pôle emploi et agents PLIE
- ☒ FilR (serveur sécurisé Pôle emploi)

Précisions techniques sur la sécurité de l'échange de données

- ☐ Cryptage si envoi par courriel/les agents de Pôle emploi disposent d'un logiciel facile à utiliser pour envoyer des fichiers cryptés : AxCrypt - (guide d'utilisation livré en complément), il permet de chiffrer les documents de façon confidentielle et sécurisée et donc les transmettre en toute sécurité. La clé de déchiffrement sera adressée à Pôle emploi ou au Plie par un autre canal.

E. CONTACTS DES PARTIES

SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION

➤ **A Pôle emploi :**

Monsieur Christian CORTAREDONA Responsable du service Habilitations et Informatique de Pôle emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur, domicilié en cette qualité au 34, rue Alfred Curtel, 13395 Marseille Cedex 10.

Numéro de téléphone : 04 91 16 87 16

Courriel : christian.cortaredona@pole-emploi.fr

➤ **AU PLIE :**

Monsieur Antoine CHATELLIER – Directeur des Systèmes d'Information et du Numérique de la CASA, 449 route des Crêtes – 06905 Sophia Antipolis Cedex

Numéro de téléphone : 04 89 87 70 76

Courriel : a.chatellier@agglo-casa.fr

PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

➤ **A Pôle emploi :**

Monsieur Yves VERNET, directeur de la Maîtrise des Risques et Relai Informatique et Libertés, RIL de Pôle emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur, domicilié en cette qualité au 34, rue Alfred CURTEL, 13395 Marseille Cedex 10.

Numéro de téléphone : 04 91 16 87 07

Courriel : yves.vernet@pole-emploi.fr

➤ **AU PLIE :**

SICTIAM, Business Pôle 2, 1047 Route des Dolines, CS 70 257 – 06905 Sophia Antipolis Cedex

Numéro de téléphone : 04 92 96 92 92

Courriel : dpo@sictiam.fr



Les personnes concernées peuvent faire valoir leurs droits par courriel à courriers-cnil@pole-emploi.fr ou par courrier à l'adresse suivante : Pôle emploi, la déléguée à la protection des données, Direction Générale de Pôle emploi, 1-5 avenue du Docteur Gley, 75 987 Paris Cedex 20.

Fait à Antibes en deux exemplaires, le2021

Pour le PLIE CASA

Le Vice-Président
Monsieur Kevin LUCIANO

Pour Pôle Emploi ANTIBES SOPHIA

La Directrice territoriale
Madame Ghislaine ELLENA

La Directrice d'agence
Madame Arlette VILLANI



20191117110712
11/07/2019 11:07



FICHE DE LIAISON ORIENTATION Pôle emploi XXX vers PLIE XXX

Date : / /

L'échange de données est limité strictement aux données listées ci-dessous.
Si envoi par mail, la fiche est obligatoirement chiffrée avant l'envoi avec [doCrypt](#) ou [Telp](#) ou
autre logiciel de chiffrement.

POLE EMPLOI :

NOM et PRENOM :

TÉLÉPHONE :

@mail :

PLIE :

@mail :

DONNEES D'IDENTIFICATION DU DEMANDEUR D'EMPLOI

NOM :

PRENOM :

DATE DE NAISSANCE :

ADRESSE :

TÉLÉPHONE :

MAIL :

(uniquement si consentement aux échanges dématérialisés)

IDENTIFIANT PÔLE EMPLOI :

Minima sociaux : Oui ☐ Non ☐

RQTH : Oui ☐ Non ☐

DBD : Oui ☐ Non ☐

Aucune information d'ordre économique et financière ne doit être communiquée

FREINS PERIPHERIQUES AU RETOUR A L'EMPLOI DU DEMANDEUR D'EMPLOI (case à cocher)

| DIFFICULTÉ DE FINANCEMENT | DIFFICULTÉ DE LOGEMENT | PRESSION COMPTES ET/OU CRÉDITS | DIFFICULTÉ DE COMPLÉMENTARITÉ ADMINISTRATIVE OU JURIDIQUE | DIFFICULTÉ DE CONVAINCRE LES MILIEUX | DIFFICULTÉ DE CONVAINCRE LES MILIEUX | ACCÈS À UN MOYEN DE TRANSPORT |
|------------------------------|---------------------------|--------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|--------------------------------------------|----------------------------------|
| <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

INFORMATION AU DEMANDEUR D'EMPLOI CONCERNANT L'ÉCHANGE DE DONNEES LE CONCERNANT

Cadre de la convention de partenariat signée le 04/05/2017 entre le PLIE XXXX représenté par son président/directeur
Monsieur/Madame XXXXX et Pôle emploi XXX, représenté par son directeur XXXX, Monsieur XXXXXXX, un échange de données personnelles
est mis en œuvre entre Pôle emploi et le PLIE afin de renforcer la complémentarité de leurs actions propres à favoriser l'insertion
professionnelle des demandeurs d'emploi concernés. Pour votre information, les données personnelles portées sur la présente fiche de
liaison sont collectées par Pôle emploi en vue de votre orientation vers Plie dans le cadre de cette convention de partenariat. Les autorités
et les services nationaux et européens chargés du contrôle de la bonne utilisation du FSE peuvent être destinataires de cette fiche de liaison.
Vos données personnelles listées ci-dessus font donc l'objet d'un traitement de données à caractère personnel. Elles sont conservées
pendant la durée nécessaire à l'exécution de la convention, aux contrôles FSE (Fonds social européen) et au plus tard dans un délai de 10
ans à compter de la fin de la convention.

Vous disposez notamment d'un droit d'accès et de rectification en vous adressant par courrier à Pôle emploi, le délégué à la protection des
données, Direction Générale de Pôle emploi, 1-5 avenue du Docteur Gley, 75 927 Paris Cedex 20 (par courriel à comptes-ent@pole-emploi.fr ou auprès du délégué à la protection des données du PLIE XXXX, à l'adresse suivante XXXXXX/ par courriel XXXXXXXX) qui s'engageant
à répondre à cette demande dans un délai d'un mois. Par ailleurs, vous disposez du droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL soit
à partir de son site Internet www.cnil.fr.

Je soussigné(e) M/Mme _____ reconnais avoir été informé(e) des finalités de cet échange de données entre
Pôle emploi et le Plie.

Fait à _____, le _____ Signature du demandeur d'emploi

Fiche de liaison Orientation Pôle emploi vers le PLIE



20091114 VILLIBOTIZ
D:\COTOWORK\1109

| | A | B | C | D | E | F | G | H | I | J | K | L | M | N | O | P | Q | R |
|----|-------------------------------|-----|--------|--------------------------|-------------------|--------------------------------|-------------------|---------------------|-------------------|------------------|-----------------|------------------|--------------------|---------------------|---------|-------------------------|----|-------|
| 1 | Identifiant Pole emploi | Nom | Prénom | Date de naissanc e | Date prescription | Partenaire prescripteu r | Entrée accomp. | Dernier réfèrent | Sortie accomp. | Nature sortie | Motif sortie | Durée accomp. | Etape de sortie | Mesure de sortie | Adresse | Complément d'adresse | CP | Ville |
| 2 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 7 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 8 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 9 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 10 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 11 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 12 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 13 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 14 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 15 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 16 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 17 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 18 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 19 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 20 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 21 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 22 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 23 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 24 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 25 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 26 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 27 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 28 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 29 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 30 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 31 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 32 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 33 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 34 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 35 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 36 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 37 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 38 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 05/07/2021
Numéro : CC_2021_088
Nature : DE - Deliberations
Objet : Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) de la CASA - Convention de Partenariat local et Convention locale relative à l'échange de données à caractère personnel avec Pôle Emploi Antibes Sophia
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement

Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : a1zm4X8

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 09/07/2021
Identifiant : 006-240600585-20210705-CC_2021_088-DE

Acte reçu

Date : 05/07/2021
Numéro interne : CC_2021_088
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) de la CASA - Convention de Partenariat local et Convention locale relative à l'échange de données à caractère personnel avec Pôle Emploi Antibes Sophia
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210705-CC_2021_088-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_SE-006-240600585-20210705-CC_2021_088-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20210705-CC_2021_088-DE-1-1_3.PDF

N